Guy Rocher
sociologue, Centre de recherche en droit public,
Université de Montréal
(1997)

“ La culture politique du Québec ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Guy "La culture politique du Québec". Un article publié dans la revue *L'Action Nationale*, Montréal, vol. 87, no 2, février 1997, pp. 17-37.
[Autorisation accordée par l'auteur le 7 février 2004]

M. Guy Rocher (1924 -) professeur de sociologie et chercheur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée par M. Rocher le 15 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres.]

guy.rocher@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 26 mars 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Introduction](#)

[La culture, au sens anthropologique](#)

[La culture politique](#)

[La culture politique \(mal\) traitée par les sciences sociales](#)

[La culture politique de la classe rurale](#)

[La culture politique de la classe ouvrière](#)

[La culture politique de la classe moyenne](#)

[Les «élites» de ces trois étapes](#)

[Redéfinition de l'État](#)

[Redéfinitions de la démocratie](#)

[Le nationalisme dans la culture politique québécoise](#)

[Le nationalisme dans la science politique](#)

[De nouveaux alliés anglophones](#)

[L'avenir de la culture politique québécoise: des choix à faire](#)

[Pour une culture politique dynamique](#)

[Mûrir l'idée de la démocratie](#)

[Les deux cultures politiques: la canadienne, la québécoise](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce que l'on peut appeler la culture politique d'une société ou de toute collectivité se situe à l'intérieur de la culture de cette société ou collectivité; elle en est une partie, une dimension. Commençons donc par apporter quelques précisions autour de ces termes qui seront utilisés tout au long des pages qui suivent.

La culture, au sens anthropologique

[Retour à la table des matières](#)

Quand on emploie ici le mot culture, c'est dans le sens anthropologique du terme. Il faut entendre culture non pas dans le sens d'une personne cultivée, mais pour signifier plutôt des manières de penser, de sentir, d'agir qui sont communes à un ensemble de personnes formant une société, un groupe, une entité quelconque, une collectivité.

Existent des paliers de culture différents. Ainsi, chaque famille a sa culture avec ses traditions propres, ses modes de pensée à elle. On peut parler d'une culture familiale. C'est ce qui fait que deux cultures familiales s'affrontent dans un nouveau couple et on ne sait pas laquelle va dominer. On finit par en arriver à un heureux ou un malheureux compromis!

On peut aussi parler de la culture d'une université, la culture propre à chaque université. La culture de l'UQAM n'est pas la culture de l'Université de Montréal. Ce n'est pas la culture de Harvard. Chaque université a sa culture.

Chaque génération a également sa culture. Chaque région peut avoir sa culture. Un pays a sa culture, même s'il peut aussi comporter un plus ou moins grand pluralisme culturel.

La culture politique

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les éléments de cette culture et en faisant partie, se trouve ce qu'on désigne par la culture politique, c'est-à-dire l'ensemble des idées, des attitudes, des mythes, des images touchant la gouverne d'une collectivité. D'une manière plus concrète, la culture politique définit les fins poursuivies et choisit les moyens de les atteindre. Elle porte en particulier sur la création et l'utilisation des ressources nécessaires pour que le groupe poursuive et atteigne certains buts, notamment sa reproduction, sa survie, son évolution.

Chaque famille a sa culture politique.

La culture politique ne se trouve pas qu'au niveau de l'État; il en existe une dans tout groupe social. Ainsi, chaque famille a non seulement sa culture, mais chaque famille a sa culture politique. Par exemple, «qui décide de quoi» est au cœur de la culture politique à l'intérieur de la famille. À quel moment les adolescents commencent-ils à faire partie de la prise de décision, c'est-à-dire de la culture politique dans une famille? À quel moment les adolescents commencent-ils à avoir leur mot à dire, à quel moment ont-ils finalement, dit-on parfois, le dernier mot dans la culture politique d'une famille?

Il en va de même à l'intérieur d'une université. Il y a une culture politique de la décision, de la prise de décision, particulière à chaque université. Des universités ont une culture politique plus hiérarchique ou plus démocratique que d'autres. De même, dans un pays, la culture politique comprend l'ensemble des idées, des attitudes, des représentations et des sentiments, s'accompagnant de symboles et d'images, qui déterminent ou influencent la prise de décision et la gouverne de la collectivité nationale. La culture politique d'un pays est rarement unitaire: elle comporte généralement des sous-cultures

plus ou moins divergentes, par exemple régionales, de classes sociales, de minorités, de langues, de religions. Mais pour qu'un pays existe, il faut qu'une culture politique minimale rassemble tous ses citoyens, au-delà de ces sous-cultures, et les englobe.

*Pour qu'un pays existe,
il faut qu'une certaine culture politique minimale
rassemble tous ses citoyens.*

La culture politique (mal) traitée par les sciences sociales

[Retour à la table des matières](#)

Si on se place du point de vue des sciences sociales, la culture politique est un sujet qui tombe dans le champ de la science politique, mais aussi de la sociologie politique et de l'histoire politique.

Ce que l'on observe, c'est que dans ces trois disciplines, science politique, sociologie et histoire politique, les liens entre politique et culture ont été trop peu étudiés. On n'a pas très bien réussi à relier politique et culture.

On traite, d'un côté, de politique, de l'autre, de culture, sans que les deux soient bien mis en rapport. Cette manière de faire est dénoncée dans un petit livre écrit par deux éminents historiens anglais de Cambridge, spécialistes de l'histoire ancienne de Rome, la Rome de la République et du début de l'Empire, la Rome du début de l'ère chrétienne.

Voici ce que Mary Beard et Michael Crawford disent de la manière de faire l'histoire de Rome: «Les travaux modernes sur la République romaine tendent à réserver une place marginale à l'histoire culturelle et religieuse. La raison en est, pour une part, une notion très réductrice des domaines constitutifs de l'histoire (élections, guerres, traités plutôt que littérature, art, modes de pensée): mais elle tient aussi, pour une autre part, à une incertitude sur la manière dont les historiens doivent traiter de culture et de religion. Dans la mesure où on ne peut les absorber purement et simplement dans l'histoire politique, il a souvent paru plus commode de les reléguer à l'arrière-plan, pour

rendre éventuellement plus vivant un récit politique ennuyeux. L'histoire ne concerne pas seulement les événements et les actions, mais aussi la manière dont ils sont perçus et discutés» ¹.

*L'histoire ne concerne pas seulement
les événements et les actions,
mais aussi la manière dont ils sont perçus et discutés.*

Cette dernière phrase est particulièrement riche. La culture politique que ces deux historiens essayent de reconstituer dans la Rome de cette époque, c'est la manière dont sont perçus et discutés les événements, les actions des groupes et des personnes impliqués dans l'histoire quotidienne de la société de la République. Voilà une assez bonne définition de la culture politique.

Ce n'est que depuis quelques années, disons deux ou trois décennies, que l'on a commencé à développer ce champ de recherche particulier qui s'appelle la culture politique. Et ce qui frappe lorsqu'on aborde ce domaine d'étude, c'est que ce sont surtout les Anglo-Saxons de la science politique et de la sociologie politique qui ont entrepris de développer et de pratiquer ce nouveau champ de recherche.

Des Anglo-Saxons britanniques et des Anglo-Saxons américains, et quelques Canadiens. Parmi ces derniers, un universitaire de chez nous a beaucoup contribué à développer ce champ, c'est notre collègue Charles Taylor de l'Université McGill. En 1971, il a publié dans la *Review of Metaphysics* un important article, maintenant cité très souvent par les historiens et les politologues comme un de ceux qui ont lancé l'idée de la recherche sur la culture politique ².

La culture politique est l'objet de trois grands types de recherche. On essaie tout d'abord de faire des typologies, de voir quels sont les grands types de culture politique observables dans les différentes sociétés. Deuxièmement, on a fait des études comparatives. Comment se compare la culture politique, par exemple, de la Grèce et de Rome dans l'Antiquité? Ou la culture politique de l'Écosse et de la Grande-Bretagne aujourd'hui? Et finalement, on a essayé d'analyser, d'expliquer les cultures politiques à travers une série d'événements,

¹ Mary BEARD et Michael CRAWFORD, *Rome et l'Italie à la fin de la République (218-31 av. J.-C)*, traduit par Emmanuel Paillet, Paris, Presses universitaires de France, 1993, p. 33.

² Charles TAYLOR, «Interpretation and the Sciences of Man», dans *Review of Metaphysics*, no 25, 1971, pp. 3-51.

à travers des personnages, des mouvements politiques ou des mouvements intellectuels ³.

À la lumière de ces travaux, essayons maintenant de présenter la culture politique québécoise à l'aide de quelques traits qui me paraissent particulièrement marquants.

La culture politique de la classe rurale

[Retour à la table des matières](#)

*La culture politique québécoise a connu une évolution
qui passe par l'histoire des classes sociales.*

Je dirai tout d'abord que la culture politique québécoise a connu, au cours du dernier demi-siècle, une évolution qui passe par l'histoire des classes sociales du Québec. On peut donc relier l'histoire de la culture politique à celle des classes sociales.

Trois grandes étapes apparaissent. Une première va jusqu'à la fin des années 50. C'est toujours la Révolution tranquille à quoi on revient. Jusqu'à la fin des années 50, on peut dire que la culture politique québécoise reflétait la culture de la classe rurale. Celle-ci, jusqu'au milieu du siècle, jouissait du poids politique le plus important. Il en est résulté que la culture politique québécoise jusqu'aux années 50 était marquée par-dessus tout par la valorisation de la fidélité: fidélité au passé, aux traditions, à la langue, à la religion catholique, au droit civil français. Au 19^e siècle et au début du 20^e, on attachait une grande importance au droit civil français comme un des traits de la société distincte du Québec, un trait aujourd'hui perdu de vue.

³ Pour de plus amples développements sur la culture politique, on consultera notamment l'ouvrage de Stephen Welch, *The Concept of Political Culture*, New York, St. Martin's Press, 1993.

La culture politique de la classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

À partir des années 50 et 60 se produit une éclipse à la fois démographique et politique de la classe rurale. On entre dans une deuxième étape: la culture politique des années 60 et 70 sera inspirée par la classe ouvrière. Les porte-parole de la classe ouvrière vont animer une pensée politique qui n'est pas nécessairement syndicale mais qui porte l'esprit du syndicalisme. La fidélité au passé est remplacée par l'idée du changement, de la mutation, de la contestation, de la révolution même. Révolution tranquille, mais révolution. Valorisation, donc, d'autres éléments de la vie collective que la fidélité. En même temps, cette nouvelle culture politique des années 60-70 va être axée sur l'égalitarisme, nécessaire à la société démocratique, et sur la participation.

Une nouvelle classe est en pleine montée, la classe moyenne.

Mais cette période fut relativement courte, elle ne dura guère plus de deux décennies. À son tour, la classe ouvrière perd du terrain. Pas autant que la classe rurale n'en avait perdu, cependant, mais elle perd du terrain au profit d'une nouvelle classe qui est en pleine montée, la classe moyenne.

La culture politique de la classe moyenne

[Retour à la table des matières](#)

La classe moyenne est composée de ceux et celles qui ont soit des origines rurales, soit des parents artisans, petits ouvriers, petits commerçants. Elle s'est grossie de tous ceux et celles qui deviennent grands commerçants, professeurs, enseignants, professionnels, financiers, etc.

*La classe moyenne est devenue la classe dominante
des sociétés occidentales de la fin de ce siècle.*

Il y a toujours eu une classe moyenne, mais elle était réduite et fragmentée. On en parlait au pluriel; on parlait des classes moyennes. Depuis un certain nombre d'années, on en est venu à parler de la classe moyenne. Elle est devenue la classe dominante des sociétés occidentales de la fin de ce siècle. Au Québec, la classe moyenne a pris une place hégémonique d'autant plus facilement que nous n'avons pas d'aristocratie, pas de sang bleu.

Qu'est-ce qui caractérise la culture politique de la classe moyenne? Ce n'est plus la valorisation ni des fidélités, ni des grandes solidarités ouvrières. C'est la valorisation de la personne. Ce n'est pas un hasard que les Chartes des droits et libertés de la personne soient apparues avec cette montée, cette poussée de la classe moyenne. C'est aussi la valorisation de la qualité de vie, dont on entend constamment parler et qui est devenue une sorte de valeur dominante, même une raison de vivre.

C'est également la consommation, ce que j'appellerais la consommation gourmande. Autrefois, avec les classes moyennes supérieures, on avait ce que les chercheurs avaient appelé: la consommation ostentatoire. Avoir des objets de luxe, c'était pour les montrer. La consommation est aujourd'hui de moins en moins ostentatoire, elle est plutôt gourmande. On aime le stéréo pour le son, la qualité du son. Et la Floride pour la Floride. C'est moins pour épater les autres que pour son confort. Voilà ce que j'appelle la consommation gourmande plutôt qu'ostentatoire.

On aura reconnu, bien sûr, les valeurs sur lesquelles s'appuie le néolibéralisme. Celui-ci est en effet essentiellement une conséquence idéologique de la montée et de l'hégémonie de la classe moyenne.

Les «élites» de ces trois étapes

[Retour à la table des matières](#)

Chacune de ces trois étapes a connu ses définisseurs ou ses «élites», c'est-à-dire ceux qui exprimaient le mieux les valeurs principales. Si on revient à la première étape, avant les années 50, le clergé a joué un rôle dominant dans l'expression des fidélités traditionnelles, de concert avec un halo de professionnels, surtout des juristes, qui ajoutaient un élément laïque à l'élite religieuse.

*Au début des années 1960,
l'Épiscopat était le groupe le plus fort.*

Dans une recherche qui est restée une sorte de classique en science politique, Léon Dion a analysé le débat qui a eu lieu autour du Bill 60, au début des années 1960, le projet de loi créant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'Éducation. La conclusion à laquelle il arrivait, C'était que de tous les groupes qui s'étaient présentés au gouvernement pour faire valoir leur point de vue, pour ou contre la création d'un ministère de l'Éducation, il n'y en avait qu'un seul dont l'opinion avait vraiment eu du poids, c'était l'Épiscopat du Québec. L'Épiscopat était le groupe le plus fort, le plus puissant, le seul qui avait réussi à faire entendre sa voix ⁴.

Dans la deuxième étape, qui sont les principaux définisseurs? Un certain nombre de diplômés des sciences humaines et sociales. Ce sont eux qu'on retrouvait chez les journalistes, les bureaucrates, les fonctionnaires, dans les mouvements populaires, dans le syndicalisme.

Finalement, avec la troisième étape, qui sont les définisseurs? Ce sont les entrepreneurs, les hommes et femmes d'affaires et les économistes. Ce sont eux qui tiennent le discours de la classe moyenne, celui qui correspond le mieux à l'esprit et à la culture politique de la classe moyenne.

Redéfinition de l'État

[Retour à la table des matières](#)

Au surplus, chacune de ces trois étapes s'est accompagnée d'une redéfinition de l'État. Dans la première étape, le rôle de l'État, suivant la doctrine catholique de cette époque-là, était considéré selon ce qu'on appelait la doctrine de subsidiarité de l'État. Par exemple, pendant la commission Parent les tenants de cette doctrine exprimaient l'opinion que l'État da pas le droit d'enseigner. L'enseignement revient à ta famille, à l'Église, disait-on. À l'État revient comme fonction principale d'assister et appuyer l'Église et la société

⁴ Léon DION, Le Bill 60 et *la société québécoise*, Montréal, Hurtubise-HMH, 1967.

civile dans leurs missions: mission d'éducation, de service de santé, de bien-être et missions proprement religieuses.

*Un virage radical s'opère à l'endroit de l'État.
On lui demande maintenant d'être interventionniste.*

Dans la deuxième étape, un virage radical s'opère dans l'attitude et les attentes à l'endroit de l'État. On lui demande maintenant d'être interventionniste, d'être une Providence, on lui demande d'agir comme moteur du changement, d'être le promoteur et réalisateur de l'idéologie égalitariste, d'être le bras de la justice sociale, de la justice distributive.

Et, dans la troisième étape, la redéfinition de l'État prend la forme de «l'État en crise». L'État-échec succède à l'État-providence. On assiste à la remise en question de l'efficacité de l'État: c'est ce que nous connaissons depuis deux décennies.

Redéfinitions de la démocratie

[Retour à la table des matières](#)

Également, redéfinition à travers ces trois étapes de la démocratie dans notre culture politique. La démocratie des années avant 50-60 était une démocratie de la majorité. Il était normal qu'un parti politique majoritaire gouverne pendant les quatre années. Bien sûr, avec tout ce que cela lui donnait de possibilités de favoritisme à l'occasion, ce qu'on appelait le patronage, le bon patronage et le mauvais patronage.

Depuis les années 60, la démocratie a complètement changé. Ce n'est plus la démocratie de la majorité ou, en tout cas, celle-ci n'est maintenant qu'une partie de la démocratie politique. Nous avons accepté et nous avons même inspiré une démocratie des groupes de pression. La présence des groupes de pression dans la prise de décision politique est maintenant constante, elle s'est manifestée de plus en plus depuis les années 60.

Un des traits les plus caractéristiques de la société québécoise contemporaine, c'est sa professionnalisation progressive.

Cependant, entre l'étape 2 et l'étape 3, il s'est produit un changement dans les groupes de pression qui expriment et influencent la culture politique. Les groupes de pression de la deuxième étape, c'étaient les syndicats et les mouvements populaires, qui ont eu alors une grande marge de manœuvre. Et puis, s'est produit un déclin de ces mouvements, qui sont remplacés aujourd'hui par un autre type de groupes de pression, encore très peu apparent mais très réel, ce sont les professions, c'est-à-dire les ordres et les syndicats professionnels, et les professions qui ne sont pas encore officiellement reconnues comme ordres professionnels mais qui veulent l'être ou qui se prétendent tels. Car, un des traits les plus caractéristiques de la société contemporaine, y compris de notre société québécoise contemporaine, c'est sa professionnalisation progressive. Les professions se sont multipliées et gagnent sans cesse en pouvoir et en influence.

Le nationalisme dans la culture politique québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Un autre trait dominant de la culture politique québécoise, c'est, bien sûr, le rôle que le nationalisme, canadien-français puis québécois, y a joué et la place qu'il y occupe. C'est surtout depuis les années 30, en ce qui concerne notre siècle en tout cas, que le nationalisme a pris de plus en plus une place prépondérante dans la culture politique québécoise et qu'il a traversé une rapide évolution.

Nous avons d'abord connu le nationalisme d'une province, le nationalisme de Duplessis. Au 20^e siècle, après Taschereau qui n'était pas nationaliste, l'entrée du nationalisme dans la culture politique québécoise s'est faite avec Duplessis, avec l'Action libérale nationale puis l'Union nationale. C'est à ce moment qu'on voit le nationalisme s'installer dans la culture politique officielle. Un nationalisme qui s'exprime dans l'esprit de la classe rurale dominante de l'époque.

<p><i>Le nationalisme promoteur d'un pays québécois, d'un pays souverain, d'une pays indépendant ou qui aspire à l'être.</i></p>
--

Et puis, nous sommes progressivement passés à un nationalisme qui a voulu être celui de la modernité avec la Révolution tranquille. Le nationalisme s'est alors exprimé dans l'esprit d'un Québec qui voulait se moderniser, qui voulait entrer dans la modernité. Finalement, a émergé progressivement une troisième version du nationalisme, le nationalisme promoteur d'un pays québécois, d'un pays souverain, d'un pays indépendant ou qui aspire à l'être.

De 1960 à aujourd'hui, on assiste d'abord à l'entrée puis à l'expansion continue du projet de souveraineté, d'indépendance, de plus en plus présent et explicite dans la culture politique québécoise.

Le nationalisme dans la science politique

[Retour à la table des matières](#)

Ouvrons ici une importante parenthèse. Il est un trait tout à fait remarquable de la science politique et de la sociologie politique contemporaines, c'est le grand changement d'attitude que l'on peut observer chez certains chercheurs de ces disciplines à l'endroit du nationalisme.

<p><i>On ne découvre pas le nationalisme, il était toujours là.</i></p>

Au cours des deux dernières décennies, est apparu un nouveau courant de pensée chez un certain nombre, que je crois croissant, de chercheurs en science politique et en sociologie politique. Il y a quinze ou vingt ans, ce qu'on lisait sur le nationalisme en science politique était destiné à nous expliquer que celui-ci n'existait que dans de petits groupes minoritaires, dépassés, déphasés, archaïques et chauvins. C'est à peu près l'image qu'on donnait des nationalismes. Bien sûr, cette image négative n'a pas complètement disparu de la science politique. Mais voilà que certains chercheurs ont complètement changé de perspective. Ils constatent que le nationalisme existe, se multiplie, se développe. S'il se multiplie, c'est peut-être qu'il existait avant: voilà une première observation de la science politique. On ne découvre pas le nationalisme, il était toujours là. On se trompait auparavant, quand on ne le voyait pas. Il était là, il ne fait que surgir maintenant.

Autre «découverte» faite par les tenants de ce courant de la science politique contemporaine: le nationalisme n'est pas une pathologie de la vie sociale. Ici encore, virage important. Car c'était ainsi que le nationalisme était conçu il n'y a pas très longtemps. Mieux encore, le nationalisme n'est maintenant plus vu comme une réaction archaïsante à la modernité. Pendant longtemps, on disait que la modernité engendre le nationalisme dans la mesure où celui-ci était interprété et expliqué comme un mouvement de repli d'une collectivité sur ses racines. Aujourd'hui, la perspective a changé: on reconnaît que le nationalisme fait partie de la modernité, est inhérent à la modernité. On se rend compte qu'il n'est pas une réaction contre la modernité, mais qu'il en est un élément et peut même en être un élément moteur.

Je fais état de cette innovation en science politique parce qu'elle est extrêmement significative pour l'avenir. Ce qui est par ailleurs notable - et regrettable - dans cette évolution, c'est qu'elle ne se produit pas dans une égale mesure chez les politologues de langue française. Elle se produit avant tout chez les politologues de langue anglaise.

*On ne parle plus du nationalisme au singulier,
mais d'une pluralité de nationalismes.*

Chez les politologues de langue française, le nationalisme est encore trop souvent associé à l'ancienne perception: le nationalisme est nécessairement chauviniste. Des politologues anglo-saxons sont en avance à ce sujet ⁵. À cet égard, il est frappant de constater que, dans ces études en langue anglaise, on ne parle plus du nationalisme au singulier, mais d'une pluralité de nationalismes. Le nationalisme des minorités en est un; le nationalisme des États-nations en est un autre. Il y a des nationalismes séparatistes, des nationalismes quasi séparatistes, des nationalismes non séparatistes, etc. Ainsi, le politologue britannique, John Breuilly, dans un ouvrage récent intitulé *Nationalisms and the States*, publié en 1982, réédité en 1993, présente le panorama le plus complet sur l'évolution des nationalismes aujourd'hui ⁶.

⁵ Signalons ici, entre bien d'autres exemples, le numéro de la revue *Daedalus* de l'été 1993, sur les nationalismes dans le monde. Un des meilleurs articles est écrit par un collègue canadien-anglais, professeur de sociologie à l'Université McGill, John Hall.

⁶ John BREUILLY, *Nationalism and the State*, Chicago, The University of Chicago press, première édition, 1982, deuxième édition, 1993.

De nouveaux alliés anglophones

[Retour à la table des matières](#)

Cette parenthèse sert ici de transition pour souligner le fait que, dans l'étude du nationalisme et de son avenir, nous avons dans le monde anglo-saxon des sources intellectuelles où nous pouvons aller puiser. Elles sont d'autant plus intéressantes et valables pour nous qu'elles sont en langue anglaise: elles viennent paradoxalement - et c'est ce qui est intéressant - de ce monde anglo-saxon qui est par ailleurs le plus difficile à convaincre de la légitimité et de la vérité de notre nationalisme québécois. Nous avons donc maintenant des alliés importants dans le monde universitaire. Des alliés d'autant plus importants que ce sont eux qui enseignent qu'il ne faut plus déprécier ou décrier les nationalismes, pas plus les nationalismes séparatistes que les autres.

*C'est en langue anglaise que l'on puise
la meilleure source de réflexion
et même de justification du nationalisme.*

Soulignons donc ce fait: c'est de la langue anglaise que l'on puise en ce moment la meilleure source de réflexion et même de justification du nationalisme, plus particulièrement du nationalisme québécois ou canadien-français, tant décrié par ailleurs dans cette même langue!

L'avenir de la culture politique québécoise: des choix à faire

[Retour à la table des matières](#)

Une telle source d'inspiration et de réflexion sur les nationalismes - et le québécois en particulier - arrivent à point nommé pour nous au Québec. Il est en effet urgent aujourd'hui - et surtout pour l'immédiat futur - d'assurer la légitimité et l'authenticité (celle-ci entendue dans le sens éthique que Charles Taylor lui a donné) du nationalisme dans la culture politique québécoise.

Celle-ci en effet est à un carrefour. Elle est comme Janus, elle a deux faces. Elle regarde vers Ottawa et elle regarde vers Québec. Elle regarde la souveraineté et elle regarde le fédéralisme. La culture politique québécoise n'est pas unitaire. C'est en ce sens qu'elle est une culture politique à la Janus.

L'avenir de la culture politique québécoise dépend donc du choix que nous allons faire. Le contenu de cette culture sera bien différent selon l'option que nous prendrons. Si l'on considère l'évolution de l'opinion publique selon les sondages, une majorité de Québécois en est venue à croire que la population appuiera la souveraineté dans un autre référendum et que le Québec sera un jour un pays souverain. Cette perception de l'avenir fait maintenant partie de la culture québécoise. Cela veut dire que plus que jamais l'idée de «la souveraineté inéluctable» est entrée dans la culture politique québécoise. Nous pouvons tabler pour l'avenir sur cette base profondément souverainiste du nouveau nationalisme québécois.

*Plus que jamais l'idée de « la souveraineté Inéluctable »
est entrée dans la culture politique québécoise.*

En même temps, ce qui est troublant, c'est que cette même culture politique québécoise doit faire face à la critique de l'État. Tous les pays de l'Occident sont en ce moment engagés dans cette évolution, nous ne pouvons pas reculer. Nous ne sommes plus en 1960-70 où nous faisons confiance à l'État. Nous traversons maintenant cette phase de l'histoire contemporaine caractérisée par ce que l'on appelle «le désenchantement de l'État» ou la crise de l'État-providence, voire la crise de l'État tout court.

Deux options se présentent à nous: selon la première, on demande le retrait de l'État, on demande à l'État de se réduire, de s'amincir; selon l'autre, on demande à l'État de se redéfinir ou plus exactement on demande à la société qu'elle redéfinisse son État. je suis pour ma part un adepte de cette deuxième solution. Je crois qu'avant de commencer à vouloir à tout prix réduire l'État, il serait bien préférable que notre culture politique québécoise se préoccupe d'une redéfinition de l'État.

Car, nous Québécois, de quelque origine que nous soyons, de quelque adhésion politique que nous soyons, nous avons besoin d'un État québécois assez fort et assez actif. Nous ne pouvons pas nous passer de la force d'un État québécois, étant donné notre situation géopolitique. Cela ne veut pas dire de tout remettre entre les mains de l'État. Au contraire, cette redéfinition de l'État devra en même temps s'accompagner d'une vitalité toujours plus grande de la société civile.

Par conséquent, une des conditions pour que nous réussissions cette redéfinition de l'État, c'est que nous ayons une culture politique de plus en plus forte, de plus en plus large et dynamique. Une culture politique qui déborde les partis politiques, capable d'imprégner la société civile tout entière, d'être à la portée de tous, en quelque sorte comme l'air que nous respirons.

Il faudra d'ailleurs continuer à développer et à enrichir une culture politique qui soit proprement québécoise.

Pour une culture politique dynamique

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle dynamique d'une revue comme *L'Action nationale* m'apparaît à cet égard précieux. *L'Action nationale* est un des lieux d'expression de la culture politique, un des lieux du mûrissement et de l'évolution dynamique de la culture politique québécoise.

Il faudra d'ailleurs continuer à développer et à enrichir une culture politique qui soit proprement québécoise, c'est-à-dire qui ne sera ni états-unienne, ni européenne, ni française, ni britannique. Il faudra qu'elle soit nôtre, il faudra qu'elle soit proprement québécoise.

Notre culture politique a déjà son originalité. Elle a déjà ses traits propres. Il faut continuer à y travailler, à la lumière de ce que d'autres sources peuvent nous apporter, pour développer une culture politique proprement québécoise. Cette culture proprement québécoise peut et même doit s'inspirer d'autres cultures politiques, pour en faire son profit, pour son enrichissement et aussi pour garder son aptitude à l'évolution.

Par exemple, nous pouvons profiter d'une relation non seulement avec des intellectuels français, mais aussi d'un rapport avec des intellectuels américains. À côté de ce que les États-Unis peuvent nous offrir de moins intéressant, et même de pire, il y a, par ailleurs, des forces culturelles et politiques américaines qui peuvent être très précieuses. En particulier, pour notre culture politique québécoise, la tradition des regroupements locaux et régionaux, qui fait partie de la démocratie américaine, devrait être une source d'inspiration pour animer davantage notre vie communautaire locale et régionale.

À ce sujet-là, nous devrions lire, relire et méditer le grand ouvrage d'Alexis de Tocqueville sur *La démocratie en Amérique*, écrit en 1830, mais qui demeure la principale, la grande œuvre classique sur la démocratie américaine, écrite par un juriste français qui portait un regard à la fois étonné, perspicace et critique sur cette démocratie nouvelle. Cet ouvrage demeure toujours une lecture obligatoire pour les étudiants en sciences sociales et humaines dans les universités et collèges américains.

*En ce qui concerne la redéfinition de l'État,
c'est plutôt chez des intellectuels européens
que nous pouvons puiser.*

En revanche, en ce qui concerne la redéfinition de l'État, c'est plutôt chez des intellectuels européens que nous pouvons puiser. On trouve en effet en Europe une critique, une discussion de l'État qui est plus près de notre conception de l'État que l'américaine. La nôtre est plus européenne et c'est en France notamment que nous pouvons puiser l'inspiration nécessaire pour nourrir une culture politique québécoise originale en même temps qu'ouverte aux sources extérieures.

Mûrir l'idée de la démocratie

[Retour à la table des matières](#)

Du même coup, il faudra que notre culture politique québécoise approfondisse l'idée de la démocratie. Non pas que nous soyons moins démocrates que d'autres. Mais nous devons peut-être l'être plus que d'autres, pour bien montrer que nous le sommes, compte tenu des préjugés qui circulent à notre sujet dans certains milieux anglo-saxons. Et la démocratie à pratiquer n'est pas seulement celle de l'État, mais aussi et surtout la démocratie de toute la société, en profondeur. On peut espérer que notre culture politique apporte une contribution originale à la réflexion sur la valorisation concomitante de la liberté et de l'égalité, de la personne et de la collectivité, des solidarités et de l'initiative personnelle. Ce sont les grands dilemmes de la démocratie contemporaine dans tous les pays du monde, devant la poussée du néolibéralisme. Se situant au confluent de la tradition communautariste d'inspiration catholique et du libéralisme anglo-saxon, la culture politique québécoise pourra apporter à la résolution de ces dilemmes une pensée renouvelée.

Un autre point d'appui que nous avons au Québec pour contribuer au mûrissement de l'esprit démocratique, c'est le fait que notre culture politique québécoise ne connaît ni extrême gauche ni extrême droite. À la différence des États-Unis où prévaut une extrême droite très forte, à la différence de l'Europe où s'affrontent une extrême droite et une extrême gauche très fortes, nous sommes plutôt extrême centre! C'est notre position. Elle a ses inconvénients, mais elle a ses vertus. Cela nous évite des discussions qui sont parfois brutales et aussi peut-être stériles. Cela nous permet aussi de développer plus facilement un langage et une culture communs.

Les deux cultures politiques: la canadienne, la québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Cette culture politique québécoise est de plus en plus en décalage avec la culture politique du reste du Canada.

Ajoutons encore que cette culture politique québécoise est, on le voit, de plus en plus en décalage avec la culture politique du reste du Canada. Nous le savions depuis longtemps, mais cette rupture s'affirme de plus en plus. Rosaire Morin, dans un très beau texte, nous le disait il y a deux ans. Je me réfère ici à l'introduction que Rosaire Morin a écrite pour ce fameux numéro 750 de la revue *L'Action nationale*, où il a rassemblé cet extraordinaire dossier, auquel il a travaillé pendant des semaines, sur l'ensemble de la vie québécoise.

Dans son introduction, il fait précisément état, d'une manière très forte, très percutante, de ce décalage entre notre culture politique québécoise et la culture politique du reste du Canada.

Au fait il y a toujours eu un décalage dans le temps entre Québécois et «Canadiens». C'est comme si deux peuples ne vivaient pas à la même époque et les écarts qui en découlent produisent un effet délétère dans l'esprit des citoyens et des citoyennes du Québec... Ce décalage dans le temps et dans les esprits peut être observé dans plus d'un domaine. Pendant des années, les Québécois ont réclamé l'indépendance du Canada. Lorsque le statut de Westminster est proclamé et que la Reine de l'Angleterre est couronnée Reine du Canada, des Québécois revendiquaient déjà l'indépendance du Québec. Pendant trente ans et plus, les Canadiens français ont réclamé un drapeau canadien; lorsque le fédéral accepte d'oublier l'Union Jack et le

Red Enseign, le Québec arborait avec fierté le drapeau fleurdelisé depuis vingt ans. Lorsque les Québécois réclamaient un nouveau partage des pouvoirs, le Canada anglais envahissait les compétences provinciales. Lorsqu'un gouvernement souverainiste menaçait la dictature fédérale, le Canada anglais rapatriait la constitution en modifiant les pouvoirs du Québec, sans son consentement.

La litanie des déplacements dans le temps et dans les esprits pourrait faire l'objet d'un livre... les « deux peuples fondateurs » de ce pays ne vivent pas à la même époque ⁷.

La culture québécoise est riche.

La culture québécoise est riche. Elle a été animée par une longue tradition de discussions, de remises en question et surtout par une longue quête d'identité. Il y a longtemps que nous nous demandons qui nous sommes. On nous le demandait: nous avons essayé de le dire. Nous pouvons bâtir sur cette très longue tradition d'interrogation sur nous. Et cette interrogation identitaire se poursuivra à l'avenir dans le cadre relativement nouveau du pluralisme culturel amené par la présence des communautés culturelles, qui maintenant s'interrogent avec nous sur l'identité québécoise.

La culture politique québécoise présente le trait d'être à la fois cohérente et apte à l'adaptation et au changement: cohérente dans ses diverses et divergentes formes d'expression, apte au changement à travers les contradictions et oppositions qu'elle vit à l'intérieur d'elle-même et qu'elle rencontre dans son milieu. C'est une base prometteuse pour l'avenir.

C'est sur cette base que l'on peut entretenir un certain optimisme sur l'évolution que la culture politique québécoise pourra connaître dans l'avenir. Et il en sera ainsi dans la mesure où nous continuerons à l'entretenir, dans la mesure où nous l'enrichirons et dans la mesure où cet enrichissement ne se fera pas seulement sur le plan des politiques nationales, des politiques officielles, mais qu'elle descendra de plus en plus dans toutes les activités collectives et communautaires de notre société.

Mais cela ne se réussit pas sans beaucoup d'efforts, beaucoup de travail. Rappelons ici la conclusion par laquelle Max Weber terminait sa grande conférence de 1919 sur «la politique comme vocation».

La politique consiste en un effort tenace et énergique pour tarauder des planches de bois dur. Cet effort exige à la fois de la passion et du coup d'œil. Il est parfaitement exact de dire, et toute l'expérience historique le confirme, que l'on

⁷ Rosaire MORIN, «Introduction. Québec, pays à portée de main», L'Action nationale, volume LXXXIV, numéro 10, décembre 1994, 750e numéro, pp. 13-14.

n'aurait jamais pu atteindre le possible si dans le monde on ne s'était pas toujours et sans cesse attaqué à l'impossible ⁸.

L'impossible, c'est ce qu'a réussi le nationalisme canadien-français. S'attaquer à l'impossible, c'est maintenant le défi du nouveau nationalisme québécois.

Fin du texte

⁸ Max WEBER, « Le métier et la vocation d'homme politique » (Politik als Beruf), conférence de 1919, dans Max Weber: Le savant et le politique, Paris, Union générale d'éditions, Collection 10-18, 1963, p. 185.